

Questions orales

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

LES CONSÉQUENCES DE LA PRIVATISATION DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

M. Bob Horner (Mississauga-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale. Bien que l'Opposition ait réclamé que l'aviation de Havilland demeure une société d'État, le gouvernement l'a vendue à la société Boeing en décembre. Le ministre peut-il nous dire si l'on a effectivement procédé à des mises à pied en grand nombre comme l'avait prédit et, je pense bien, espéré l'Opposition?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, pour répondre brièvement à cette question, c'est non. Au lieu de mises à pied multiples, on a vendu énormément d'avions et accru le nombre des emplois grâce à l'annonce faite il y a quelques semaines au sujet de de Havilland qui devait fabriquer des pièces pour le Super-747, ce qui permettra de créer quelque 250 emplois.

Pas plus tard que l'autre jour, on a annoncé la vente et des possibilités de vente de quelque 46 Dash-8 à des compagnies d'aviation canadiennes . . .

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: . . . le contrat de vente le plus important ayant été conclu avec Air Ontario. Voilà qui devrait faire taire une fois pour toutes les critiques d'en face.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PRIX DU BLÉ DOMESTIQUE—LA RECOMMANDATION DU COMITÉ

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Dans un rare esprit d'unanimité, le comité spécial sur l'établissement des prix du blé domestique a déposé son rapport à 11 heures ce matin. Le ministre nous dira-t-il s'il s'accorde ou non avec notre principale recommandation voulant qu'on porte le prix du blé domestique de \$7 à \$10 le boisseau à compter du 1^{er} août?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Je me réjouis de la question, monsieur le Président, et comme le comité est bien sûr une création de la Chambre, je suis persuadé que tous les députés voudront se joindre à moi pour féliciter de ses travaux ce comité spécial présidé par le député de Crowfoot. Comme l'a dit le député, le comité vient à peine de déposer son rapport ce matin; nous avons pris très au sérieux la décision de créer le comité, et nous examinerons très attentivement les

recommandations du rapport du comité déposé au début de la journée.

LA RECOMMANDATION AU SUJET D'UN PAIEMENT D'APPOINT

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, compte tenu du fait que les agriculteurs traversent la pire crise depuis les années 30, le ministre envisagera-t-il aussi un paiement d'appoint comme le comité l'a recommandé ce matin? Pourrait-il nous dire quand la décision sera prise? Les agriculteurs veulent savoir.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, les faits sont là, nous avons pris jusqu'ici environ 235 initiatives et accordé à l'agriculture plus de 5 milliards.

M. Nystrom: Un paiement d'appoint, John?

M. Wise: Dans le sens de l'appui que le gouvernement apporte à l'agriculture, à la dernière réunion que le premier ministre a eue avec les dirigeants agricoles de tout le pays, il a reconnu que la situation était très grave, que les agriculteurs traversaient la pire crise financière depuis 50 ans et il a dit que le gouvernement voulait faire davantage.

M. Nystrom: Un paiement d'appoint?

M. Wise: Le député soulève deux questions. Premièrement, celle d'un paiement d'appoint et deuxièmement, bien sûr, à moins qu'il n'ait oublié, celle des paiements de stabilisation supplémentaires. Je dois dire que ce sont là deux options qui, en fait . . .

M. le Président: A l'ordre. Le ministre prend trop de temps.

M. Hnatyshyn: C'est très important.

* * *

L'ADMINISTRATION

L'ARTICLE DE JOURNAL

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale. Peut-il nous dire s'il est au fait d'un article publié aujourd'hui dans le *Toronto Sun*, où il est dit ceci:

Frank Stronach, président et co-fondateur de *Magna International Corp.*, a confirmé hier s'être engagé à l'égard du prêt obtenu par Anton Czapka, co-fondateur de leur entreprise de pièces d'automobile.

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je n'ai pas encore lu le *Sun* de ce matin.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. J'autorise la députée à poser une question supplémentaire, mais je lui rappelle qu'une enquête judiciaire est en cours là-dessus et que cela l'oblige à s'en tenir à certaines coutumes.